**Division des achats et des contrats de l'ECCC**

**Titre : Test d'interaction orale pour l'évaluation des langues secondes**

**Numéro d'appel d'offres** : 5000073078

**Description de l'appel d'offres : 5000073078**

## 1. Résumé

La Direction générale des ressources humaines (DGRH) a besoin des services professionnels d'un entrepreneur pour fournir des évaluations et des tests linguistiques virtuels et oraux aux candidats de l'ECCC. L'entrepreneur doit fournir des évaluations et des tests de compétence en langue seconde en anglais et en français, effectuer des évaluations en temps opportun et fournir des commentaires et des résultats, dans le respect des normes de service spécifiées. Sur demande, le contractant devra fournir les services suivants, sans toutefois s'y limiter :

1) Élaborer et administrer des évaluations des compétences linguistiques orales, en anglais et en français, afin de déterminer les compétences orales d'un candidat dans sa deuxième langue;

2) Élaborer des tests d'évaluation des compétences orales dans les deux langues officielles, qui respectent les normes et les exigences de la CFP, ainsi que des échelles de notation.

3) Administrer le test de compétence orale en anglais et en français aux candidats ECCC, comme demandé, conformément aux délais standard spécifiés.

4) Transmettre électroniquement les résultats des tests et fournir un retour d'information aux candidats et aux responsables ministériels d'ECCC dans les délais standard spécifiés.

La durée du contrat s'étend de la date du contrat au 31 mars 2024 inclus.

## 2.Sécurité

"Des exigences en matière de sécurité sont associées à ce besoin. Pour plus d'informations, consulter la partie 6 - Sécurité, exigences financières et autres exigences, et la partie 7 - Clauses contractuelles résultantes. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité relatives au personnel et à l'organisation ou sur les clauses de sécurité, les soumissionnaires doivent consulter le Programme de sécurité des contrats du site Web de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-eng.html) ".

## 3. Dispositions relatives à l'intégrité

"Les soumissionnaires doivent fournir une liste de noms, ou d'autres renseignements connexes au besoin, conformément à la section 01 - Dispositions relatives à l'intégrité - des Instructions uniformisées 2003.

## 4. Exigences en matière de services

"Pour les exigences en matière de services, les soumissionnaires qui perçoivent une pension ou un paiement forfaitaire doivent fournir les informations requises conformément à l'article 3 de la partie 2 de l'appel d'offres.

## 5. Accords commerciaux

"Le besoin est assujetti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALÉC), de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie, de l'Accord de libre-échange Canada-Honduras, de l'Accord de libre-échange Canada-Corée, de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, l'Accord de libre-échange Canada-Panama, l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, l'Accord économique global de libre-échange [AECG], l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce [AMP-OMC], l'Accord global et progressif pour le partenariat transpacifique [CPTPP] et l'Accord de libre-échange Canada-Ukraine.

## 6.Marchés publics sociaux

Environnement et Changement climatique Canada soutient les objectifs sociaux et économiques du gouvernement du Canada, y compris l'augmentation de la participation des entreprises des groupes sous-représentés dans les opportunités de marchés publics. À ce titre, les soumissionnaires détenus ou dirigés par des Canadiens appartenant à des groupes sous-représentés, tels que les femmes, les personnes LGBTQ2+, les personnes handicapées et les personnes appartenant à des minorités visibles, sont encouragés à soumettre une offre dans le cadre de cette opportunité.

## 7. Débriefing

"Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la procédure d'appel d'offres. Les soumissionnaires doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats de la procédure d'appel d'offres. Le compte rendu peut être fait par écrit, par téléphone ou en personne.

## 8.Langues officielles

Environnement et Changement climatique Canada offre des services d'approvisionnement dans les deux langues officielles. Les soumissionnaires peuvent présenter une offre dans la langue officielle de leur choix.

## 9. Renseignements supplémentaires

"Pour obtenir des renseignements supplémentaires, les fournisseurs intéressés doivent communiquer avec l'agent de négociation des contrats dont le nom figure dans le présent avis.

*GSIN : U099 Autres services d'éducation et de formation*

**ECCC Procurement & Contracting Division**

**Title: Testing of Oral Interaction for second language assessments**

**Solicitation Number:** 5000073078

**Description:**

## 1. Summary

The Human Ressources Branch (HRB) requires the professional services of a Contractor to provide virtual, oral language assessments and testing to ECCC candidates. The Contractor must provide second language proficiency assessments and testing in both English and French, provide timely evaluations and deliver feedback and results, within specified service standards. On an "as and when requested" basis, the Contractor will be required to perform the following, but not limited to, services:

1) Develop and administer oral language proficiency assessments, in both English and French, to determine a candidate's second language oral proficiency competency(ies);
2) Develop test for oral proficiency assessments in both official languages, that adhere to PSC standards and requirements, and rating scales.
3) Administer test for oral proficiency in both English and French, to ECCC candidates as requested in accordance with the specified standard timeframes.
4) Electronically deliver the test results and provide feedback to candidates and ECCC departmental officials within the specified standard timeframe.

The period of the Contract is from date of Contract to March 31, 2024 inclusive.

## 2. Security

"There are security requirements associated with this requirement. For additional information, consult Part 6 - Security, Financial and Other Requirements, and Part 7 - Resulting Contract Clauses. For more information on personnel and organization security screening or security clauses, Bidders should refer to the Contract Security Program of Public Works and Government Services Canada (http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-eng.html) website".

## 3. Integrity Provisions

"Bidders must provide a list of names, or other related information as needed, pursuant to section 01 Integrity Provisions of Standard Instructions 2003.

## *4.* Service Requirements

"For services requirements, bidders in receipt of a pension or a lump sum payment must provide the required information as detailed in article 3 of Part 2 of the bid solicitation."

## 5. Trade Agreements

"The requirement is subject to the provisions of the Canadian Free Trade Agreement (CFTA), the Canada–Chile Free Trade Agreement, the Canada–Colombia Free Trade Agreement, the Canada–Honduras Free Trade Agreement, the Canada–Korea Free Trade Agreement, the Canada–Panama Free Trade Agreement, Canada-Peru Free Trade Agreement, the Comprehensive Economic Free Trade Agreement [CETA], the World Trade Organization – Agreement on Government Procurement [WTO-AGP], the Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership [CPTPP] and the Canada-Ukraine Free Trade Agreement.

**6. Social Procurement**

Environment and Climate Change Canada supports the Government of Canada's social and economic objectives, including increasing the participation of businesses from under-represented groups in government procurement opportunities. As such, bidders owned or led by Canadians from under-represented groups, such as women, LGBTQ2+ persons, persons with disabilities and persons from visible minorities are encouraged to submit a bid to this opportunity.

**7. Debriefings**

"Bidders may request a debriefing on the results of the bid solicitation process. Bidders should make the request to the Contracting Authority within 15 working days from receipt of the results of the bid solicitation process. The debriefing may be in writing, by telephone or in person."

**8. Official Languages**

Environment and Climate Change Canada provides procurement services in both official languages. Bidders may submit a bid in the official language of their choice.

**9. Additional Information**

"For additional information, interested suppliers must contact the Contracting Officer named in this Notice."

**GSIN:** *U099 Other Education and Training Services*